

# [Towards a genuine single European financial market – the role of regulation and supervision, CIRSF Annual International Conference 2018 – Lisbon – Verena Ross](#)

[Download PDF](#)

---

## [EASO Management Board appoints interim Executive Director](#)

***At a meeting on 6 June 2018, the Management Board of the European Asylum Support Office (EASO) appointed Mr. Jamil Addou as interim Executive Director of Agency.***

The decision was taken by the Management Board of EASO, which is the governing body of the Agency, today to release the Executive Director, Mr. José Carreira, from his duties with immediate effect, following his resignation of 6 June.

The Management Board has equally decided that Mr. Jamil Addou, Head of Unit in EASO since 2016, becomes the interim Executive Director, until a new Executive Director is appointed.

The Management Board also decided to imminently launch the recruitment procedure for the new Executive Director of EASO.

---

# [Towards a genuine single European financial market – the role of regulation and supervision, CIRSF Annual International Conference 2018 –](#)

# Lisbon – Verena Ross

[Download PDF](#)

---

## Budget de l'UE: remarques de la Commissaire Gabriel sur la proposition du Programme Europe numérique

Aujourd'hui c'est une bonne journée pour le numérique en Europe. Après l'accord politique sur le Code des communications électroniques hier tard dans la nuit, aujourd'hui nous avons une autre bonne nouvelle à annoncer. Effectivement, on peut le dire qu'aujourd'hui nous entamons ensemble une étape nouvelle et importante dans l'histoire du budget européen. Tout d'abord, pour la toute première fois, dans un budget de l'Union, il y aura un programme qui vise à affirmer l'excellence et le leadership européen dans la direction d'une transformation numérique réussie à la fois pour notre économie et notre société.

Ce nouveau programme "Digital Europe" est appelé à bénéficier à tous. Donc, nous restons dans cette approche – une Europe numérique inclusive à tous les Européens et à toutes les entreprises européennes.

Quelle est la nécessité de ce programme ? Ce programme est nécessaire car jusqu'à aujourd'hui l'Europe manquait de ce cadre qui permettrait de soutenir des investissements dans des capacités clés, à la base de la transformation numérique.

Un budget de 9,2 milliards d'euros serait dédié aux priorités politiques majeures. L'Europe ne peut pas se permettre de continuer à avoir du retard dans le domaine du numérique. Aucun Etat membre ne pourra relever seul ce défi. C'est pour cela que nous devons agir ensemble, avec des actions concertées qui apportent de la valeur ajoutée. En envoyant donc un message clair à nos citoyens et à nos entreprises, nous envoyons un message au reste du monde que l'Europe reste dans la course et que nous sommes plus que jamais déterminés à regagner notre leadership.

Dans le nouveau programme nous avons des investissements dans des capacités stratégiques, au service d'une compétitivité européenne renforcée.

Dès lors, comment compte-t-on y parvenir plus concrètement?

D'abord via le calcul à haute performance: 2,7 milliards pour se doter de supercalculateur de niveau mondial d'ici 2022/23 et d'une nouvelle génération d'ici à 2026/27. L'Europe veut reprendre sa place perdue depuis 2012, et faire partie des 3 premiers au monde. Mais surtout ce sont nos chercheurs et

nos PME qui méritent d'avoir accès aux supercalculateurs les plus performants de la planète chez nous, en Europe.

Deuxièmement: la sécurité constitue la priorité des citoyens européens. Investir 2 milliards dans la cybersécurité c'est permettre de protéger nos citoyens, nos économies, nos valeurs, nos démocraties. Une Union résiliente en cyber sécurité est une Europe qui protège, qui coordonne, qui investit en ressources humaines et technologiques.

Troisièmement: l'intelligence artificielle, nous prévoyons 2,5 milliards. A l'heure où l'intelligence artificielle suscite autant de craintes que d'espoirs, nous voulons mettre en avant notre propre voie européenne. Nous voulons stimuler les investissements dans la recherche et l'innovation, tout en restant attentifs à l'impact socio-économique et aux questions éthiques et juridiques.

Nous proposons par exemple de développer des "bibliothèques européennes" communes d'algorithmes accessibles à tous afin d'aider les secteurs public et privé à identifier et à acquérir les solutions les mieux adaptées à leurs besoins.

Une autre priorité, priorité centrale et transversale pour moi: les compétences numériques avancées, 700 millions d'euros. Et voici où nous en sommes actuellement : il nous manque 350 000 IT spécialistes; il en manquera 500 000 d'ici 2020. L'investissement ciblant les compétences avancées démontre notre volonté de garder l'essence de l'approche européenne pour le numérique: une approche centrée sur l'homme.

Enfin, une autre priorité – le déploiement, afin d'assurer la véritable numérisation sur le terrain par le biais d'un soutien aux administrations publiques et les entreprises pour utiliser les capacités de pointe. Nous proposons 1,3 milliards d'euros afin de mettre en œuvre les meilleurs services publics (par exemple, services médicaux de pointe en ligne, plateformes éducatives, applications juridiques sécurisées).

Ce programme serait mis en œuvre par le biais de "hubs" d'innovation digitale qui seront un endroit central pour guider nos entreprises et nos citoyens dans l'accès aux capacités stratégiques clés dont j'ai parlé auparavant. Nous avons l'objectif politique d'avoir un "hub" dans chaque Etat Membre, dans chaque région.

Je voudrais bien souligner que le programme Europe Digitale complète et construit des synergies avec d'autres programmes que vous connaissez bien. Il ne remplace pas et il ne reproduit pas les investissements que nous faisons déjà dans la recherche et l'innovation, dans la connectivité numérique ou encore les investissements grâce aux fonds structurels.

Ce programme est un effort additionnel et stratégique du budget européen qui prend une importance particulière dans un contexte de Brexit et d'équilibre délicat entre soutien à la modernisation des politiques traditionnelles de l'Union et la volonté d'innover et d'investir dans de nouveaux domaines dans lesquelles l'UE, l'action au niveau européen a une valeur ajoutée.

Dès lors, investir ensemble dans la transformation numérique de notre société et de notre économie, c'est donner de la valeur ajoutée à une approche européenne qui n'exclut personne, qui crée et qui innove. C'est la meilleure garantie pour mettre de notre côté les meilleures chances de réussite.

---

## **ESMA 1Q18 RISK DASHBOARD SEES COMPLEX PRODUCTS AND VOLATILITY AS KEY RISKS**

### **Consumer risks posed by complex products key concern**

ESMA remains concerned about risks posed to investors, which have been mounting across a range of products. Therefore, ESMA has, following its earlier risk alert on Initial Coin Offerings (ICOs), issued a pan-EU warning to consumers regarding the risks of buying Virtual Currencies. To protect investors from undue risk-taking, ESMA also brought in a temporary prohibition of Binary Options and leverage restrictions on Contracts for Difference (CFDs) using its new product intervention powers under the Market in Financial Instruments Regulation (MiFIR).

### **Overall high levels of risk persist**

In 1Q18, equity markets in the EU and elsewhere saw significant price corrections, with a 6% drop in EU stock prices in the week of 5 February alone, and the return of market volatility. ESMA's Risk Dashboard also raises concerns about persisting very high market risks. These risks result from asset over-valuations in equities as well as market uncertainty as the period of ultra-low interest rates draws to a close.

ESMA's outlook for liquidity, contagion and credit risk remains unchanged at high. Operational risk continues to be elevated, with a deteriorating outlook, as Brexit-related risks to business operations and vulnerabilities to cyber-attacks rise.